Éric ALARY, *L'histoire de la gendarmerie de la Renaissance au troisième millénaire*, Paris, Calmann-Lévy, 2000, 286 p.

Cyril Cartayrade

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ch/295>

DOI : 10.4000/ch.295

ISSN : 1777-5264

Éditeur

Comité historique du Centre-Est

Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2000

ISSN : 0008-008X

Référence électronique

Cyril Cartayrade, « Éric ALARY, *L'histoire de la gendarmerie de la Renaissance au troisième millénaire*, Paris, Calmann-Lévy, 2000, 286 p. », *Cahiers d'histoire* [En ligne], 45-3 | 2000, mis en ligne le 13 mai 2009, consulté le 24 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/ch/295> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ch.295>

Ce document a été généré automatiquement le 24 septembre 2020.

© Tous droits réservés

Éric ALARY, *L'histoire de la gendarmerie de la Renaissance au troisième millénaire*, Paris, Calmann-Lévy, 2000, 286 p.

Cyril Cartayrade

- 1 Fils de gendarme et enseignant à l'Institut d'études politiques de Paris, Éric Alary propose une synthèse sur une institution aussi familière que peu connue des Français. L'auteur décrit en premier lieu l'ancêtre directe de la gendarmerie, la maréchaussée, pour laquelle il retient, comme acte de naissance, une mesure royale de 1439 instaurant pour la première fois des troupes soldées en temps de paix pour assurer la " prévôté " ou police dans les armées. Le pouvoir central ne cesse dès lors d'allonger la liste des " cas prévôtaux " recensant les infractions soumises à la justice exclusive et expéditive des prévôts des maréchaux et de leurs subordonnés. La polyvalence de la maréchaussée, combinant des tâches de police militaire et civile avec des prérogatives judiciaires, entraîne une réforme en profondeur instaurée par l'édit de 1720. Les principaux cadres de fonctionnement encore en vigueur de nos jours sont ainsi fixés dès l'Ancien Régime : la militarisation du personnel, le quadrillage du royaume par un réseau de brigades et l'étatisation du versement des soldes. Les révolutionnaires, après de houleux débats, conservent ce corps militaire en supprimant son rôle de tribunal et en le baptisant " Gendarmerie nationale " par la loi du 16 février 1791.
- 2 Pour la période 1815-1940, l'auteur dépeint l'évolution suivante : restructurée par Napoléon Ier, la gendarmerie connaît une période de sclérose sous la Restauration et la Monarchie de Juillet, particulièrement méfiantes à l'égard d'une institution révolutionnaire et suspectée de bonapartisme larvé. Le retour en grâce s'effectue sous le Second Empire et la IIIe République avec la réaffirmation de son essence combattante liée à sa participation aux expéditions extérieures, l'augmentation de ses effectifs avec l'accélération de l'expansion coloniale et son emploi systématique dans la répression de troubles devenus plus collectifs et violents, comme les manifestations de rue ou le

banditisme armé. Les autorités exploitent ainsi le statut mixte de la gendarmerie, à la fois militaire et policier. L'année 1920 concrétise d'ailleurs cette promotion avec la création de la gendarmerie mobile spécialisée dans le maintien de l'ordre public et la mise en place d'une direction autonome au sein du ministère de la Guerre qui l'administre jusqu'à cette date comme un corps de cavalerie. Il convient de remarquer que ce schéma historiographique est largement emprunté à l'histoire officielle de "l'Arme" et aurait mérité une analyse plus critique. On peut en effet légitimement s'interroger sur l'apparent dédain des élites politiques des monarchies censitaires à l'égard de la gendarmerie alors que la première moitié du XIXe siècle représente une véritable "ère des révolutions" et des insurrections en France. De la même manière, le développement des forces civiles de police à partir de 1852 ne traduit-elle pas un rééquilibrage du dispositif de sécurité français au détriment des structures militaires ?

- 3 Pour la période postérieure à 1940, l'ouvrage s'attache aux épisodes sensibles de l'histoire contemporaine de la gendarmerie. L'auteur accorde ainsi une place toute particulière au statut de cette institution d'ordre dans l'appareil d'État vichyste. En formant la garde personnelle de Pétain, en participant aux rafles anti-juives et en assurant la surveillance des camps de regroupement de Drancy, de Pithiviers ou de Beaune-la-Rolande, la gendarmerie participe sans états d'âme à la politique de la révolution nationale. Certains gendarmes entrent toutefois dans la Résistance en agissant de façon individuelle ou dans le cadre d'organisations clandestines, comme le réseau "Action" qui regroupe l'ensemble des brigades du Morbihan. L'absence de recherches empêche toutefois l'auteur de mesurer le poids exact de la passivité, de la collaboration et du refus au sein d'un corps militaire encore très attentif à cette période controversée. Parmi les foyers mal éteints qui jalonnent le passé de la gendarmerie, la guerre d'Algérie occupe une place brûlante. Éric Alary révèle ainsi l'existence de commandos de chasse de gendarmerie, encadrés par des officiers et sous-officiers français mais composés de harkis, dont l'objectif militaire est clair : susciter la terreur au sein des combattants du FLN en ne faisant aucun prisonnier lors des combats.
- 4 L'ouvrage se termine par une analyse de la situation actuelle des 90 000 hommes et femmes qui forment cette force de l'ordre. À partir des 1970, la gendarmerie bénéficie d'une importante politique de modernisation : professionnalisation en matière de police judiciaire avec la création des brigades de recherche, spécialisation dans la lutte contre le terrorisme grâce aux "super-gendarmes" du GIGN et féminisation des effectifs. Aujourd'hui, la gendarmerie connaît une profonde redéfinition de ses structures et de ses missions avec la réorganisation des forces armées, le réaménagement de l'organigramme policier français et une succession d'affaires dont la Corse n'est que l'épisode le plus récent.
- 5 Tout en se démarquant des histoires officielles ou polémiques de la gendarmerie, cette étude demeure institutionnelle et éclaire peu le lecteur sur la composition sociale de l'arme, la formation professionnelle ou la vie quotidienne de ses membres. Ces derniers ne sont évoqués que par une galerie de portraits littéraires ou iconographiques. Sur un plan scientifique, cette étude comprend des lacunes étonnantes. La chronologie fournie est incomplète : les dates de création de la première école de sous-officiers en 1901 et de celle des officiers en 1918 n'y figurent pas. Les références d'archives apparaissent artificielles et très déséquilibrées : le développement consacré à la période antérieure à 1914 ne mentionne aucune cote du Service historique de l'armée de terre (SHAT). Enfin, les carences bibliographiques contrastent avec l'ambition universitaire affichée par

l'ouvrage. Les travaux anciens, comme les sept volumes de la thèse du capitaine Saurel soutenue en 1957 et consacrée à la gendarmerie française de 1848 à 1870, ou récents, à l'instar de la synthèse de Clive Emsley parue en 1999 sur les gendarmeries européennes au XIXe siècle, demeurent étrangement absents. Contrairement à son titre, cette synthèse n'épuise donc pas son sujet et reste le fruit d'une démarche prématurée.